«Pour Joël Guerriau, « Les Français vont avoir du mal à accepter que les candidats qui les ont fait rêver d'une Europe de la croissance leur demandent quatre mois après avoir gagné les élections de se résigner à la rigueur. »»

12/10/2012

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Pour Joël Guerriau, *« Les Français vont avoir du mal à accepter que les candidats qui les ont fait rêver d'une Europe de la croissance leur demandent quatre mois après avoir gagné les élections de se résigner à la rigueur. »*

Ce traité détermine les contours de la solidarité financière entre les Etats. Il provoque de nouveaux remous et je le comprends. Les Français vont avoir du mal à accepter que les candidats qui les ont fait rêver d'une Europe de la croissance leur demandent quatre mois après avoir gagné les élections de se résigner à la rigueur.

Cela dit, cela fait 30 ans que nous puisons par facilité dans la dette publique. Aujourd'hui, la fin de la récréation a sonné. Je ne pense pas que le mot « austérité » soit le plus approprié. Le défi que nous devons relever, c'est de faire preuve d'intelligence budgétaire et de responsabilité. Je suis convaincu que nous pouvons, en dépensant autrement, en dépensant mieux, trouver des mesures utiles au développement économique. Cela passe par un changement de comportement et d'appréciation de notre environnement.

Notre addiction à la dépense publique ne contribue pas à créer de la valeur ajoutée utile à la croissance des économies industrielles. La preuve en est : la crise sans précédent dans laquelle nous nous trouvons ! Si la dépense publique était source de croissance, nous n'en serions pas là : 10% de chômeurs, 75 milliards de déficit commercial et 91% de dette publique.

En réalité ce traité nous met face à nos responsabilités : il n'y a pas d'autres solutions que d'effectuer des réductions claires de nos dépenses publiques.

Au deuxième trimestre 2012, la dette publique continue de se dégrader en augmentant de 43 milliards d'euros par rapport à fin mars, soit un bond de 1,7 point par rapport aux comptes du gouvernement précédent.

En 2013, la dette publique de la France atteindra le niveau record de 91,3% du produit intérieur brut, selon le projet de budget.

Nous sommes interdépendants avec tous nos partenaires européens comme le démontre la situation en Grèce qui impacte l'ensemble de l'économie européenne. Or, la solidarité ne peut fonctionner qu'avec un engagement fort de discipline

budgétaire.

Au-delà de ce texte, nous, centristes, pensons indispensable qu'une gouvernance économique européenne pour la zone euro soit mise en place et dispose de réelles prérogatives. Car la crise actuelle illustre de façon dramatique combien une politique monétaire unique, sans une politique économique et budgétaire commune, n'est plus tenable. Nous avons besoin d'un véritable fédéralisme économique et budgétaire européen qui passe par l'adoption d'un Traité fédéral de la zone euro entre les 17 Etats qui partagent la monnaie unique.

L'Europe doit marcher sur ses deux jambes à la fois monétaires et économiques, sinon nos efforts auront été vains. Nous devons doter l'Europe de moyens lui permettant de mener une politique efficace afin de renouer une relation de confiance avec nos concitoyens.

Contact presse : Frédérique HENRY / Camille LOUIS
01 42 34 21 18 / 01 42 34 30 58 - communication@uc.senat.fr
Internet : www.udi-uc-senat.fr
Twitter : @UC_Senat
Facebook : SenateursUDIUC